



Notre solidarité aux inculpé·es du 8 décembre et aux victimes de la répression

Nous, internationalistes du Rojava, scrutons avec attention le tournant qu'est l'Affaire du 8 Décembre à l'égard de la criminalisation d'activités et d'opinions politiques en France. La Justice française décidera bientôt si le fait d'avoir des convictions politiques socialistes et anarchistes est un crime. Si un mode de vie qui essaie de se tenir éloigné d'un système capitaliste qui pousse à l'individualisme et l'égoïsme justifie l'utilisation de tortures psychologiques telles que l'emprisonnement, les fouilles à nu ou l'isolation totale. La Justice devra se prononcer sur le fait de traiter comme un terroriste une personne qui a choisi de mettre sa vie en danger pour combattre Daesh, non seulement pour le Moyen-Orient, mais pour le monde entier.

Alors même que des problèmes systémiques ravagent notre planète, que la faim et la mort sont organisées en toute décontraction par les politiques anti-migratoires, par la privation d'eau, par le libéralisme extrême, alors que des révoltes populaires faisant dates éclataient il y a peu après l'assassinat de Nahel, soulignant l'ampleur du malaise social et de la violence dans laquelle nous sommes jeté·es, la DGSI, dans toute sa clairvoyance, s'attaque au problème intrinsèquement vital de l'airsoft et de la conception amatrice d'explosif. Les faits reprochés à nos camarades n'ont pas à être l'objet, dans un pays de droits, de chefs d'accusations terroristes. Si la DGSI ou le PNAT peinent à voir des d'ennemi·es valables, nous avons malheureusement une liste bien longue à leur montrer. Nul besoin d'imagination face à la réalité de notre monde. Que faisait d'ailleurs la DGSI et le PNAT lorsque les attentats contre nos camarades kurdes - en particulier nos camarades femmes - étaient préparés ? Qu'elles·ils étaient assassiné·es dans les rues de Paris ?

L'usage de tortures psychologiques contre des personnes en raison de leurs opinions et expériences politiques est dans la même lignée que les violences infligées aux Gilets Jaunes, aux écologistes de Sainte-Soline ou aux révolté·es des émeutes. Quand la répression politique se fait de plus en plus forte et de plus en plus systématique, il est du devoir de chacun·e de se dresser et de porter un message clair :

- **Non**, les inculpé·es du 8 décembre ne méritent pas les traitements qu'ils ont reçu, en particulier l'emprisonnement et l'isolement.
- **Non**, les inculpé·es du 8 décembre ne seront pas oublié·es.
- **Non**, nous n'abandonneront pas nos idéaux politiques face à l'injustice et la violence : résister, c'est vivre.

**Abandon de toutes les charges et réparations pour les
inculpé·es du 8 décembre !**

*Des internationalistes au Rojava
23.09.2023*